Comme la grande mosquée Paris, l'UOIF tourne aussi le dos aux projets du gouvernement sur l'islam

06/02/2017 à 22h05

La décision de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), annoncée par son président Amar Lasfar, de se retirer du processus en cours, illustre une nouvelle fois la difficulté des pouvoirs publics à accompagner l'émergence d'un islam de France. Plus qu'une critique contre l'Etat, Didier Leschi, Directeur Général de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration et auteur de "Misère(s) de l'islam de France" (Cerf), y voit "la manifestation de la difficulté qu'ont les responsables musulmans à travailler ensemble et à se fixer des objectifs communs". […]



L'Express

Il ne faut pas compter sur l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, l'une des principales fédérations musulmanes, proche de la mouvance des frères musulmans) pour soutenir le nouveau dispositif institutionnel imaginé par le gouvernement pour ancrer le culte musulman dans la République. « Si nous voulons faire quelque chose qui marche, prenons le temps et ne soyons pas otages de la période électorale actuelle », a déclaré son président, Amar Lasfar, en marge d'un colloque sur la « réforme de l'islam » organisé par sa fédération, samedi 4 février, à Paris.

Depuis novembre 2016, après des années de brouilles, l'UOIF a réintégré le bureau du Conseil français du culte musulman (CFCM), qui représente le culte auprès des pouvoirs publics. Mais ce qu'elle y a vu des projets en cours d'élaboration ne l'a, à l'évidence, pas convaincu. Née en décembre 2016, la Fondation pour l'islam de France, dessinée par le ministère de l'intérieur et présidée par Jean-Pierre Chevènement, « s'est faite sans les musulmans », accuse Amar Lasfar. Cette institution est destinée à financer des projets éducatifs et culturels, des diplômes universitaires sur la laïcité ouverts aux imams à la recherche en islamologie. […]

Le Monde